



ORGANISATION DE COOPÉRATION ET
DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES



ORGANISATION FOR ECONOMIC
CO-OPERATION AND DEVELOPMENT



Synthèse des Travaux

Groupe régional de travail sur le DDR, Post-conflit et Développement en Afrique de l'Ouest

Réunion organisée par

le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest/OCDE

28 février – 1^{er} mars 2007, Praia, Cap Vert

La deuxième réunion du Groupe régional de travail sur le DDR et le Post Conflit en Afrique de l'Ouest s'est tenue à Praia au Cap Vert du 28 février au 1^{er} mars 2007. Organisée par le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest /OCDE en partenariat avec la CEDEAO, cette rencontre a été placée sous la présidence du Premier Ministre du Cap Vert, S.E.M. José Maria NEVES qui en a ouvert les travaux en présence de la Ministre de la Défense, Mme Maria Cristina LOPES ALMEIDA FONTES LIMA, de la Représentante résidente du PNUD et Coordinatrice du Système des Nations Unies, Mme Patricia de MOWBRAY, du Président du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, M. Charles GOERENS, ainsi que des Représentants de l'Union Européenne et de pays membres de l'OCDE (Autriche, Espagne, France, Portugal et Luxembourg).

1. Déroulement de la réunion

La réunion de Praia a associé au niveau régional des partenaires au développement (l'Allemagne avec la GTZ, le Canada avec l'ACDI, la France avec l'AFD), des représentants de l'État et de la société civile du Cap Vert, des acteurs de terrain et experts issus de la région et impliqués dans le DDR et le post-conflit (Côte d'Ivoire, Guinée, Guinée Bissau, Liberia, Mali, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone) ainsi que des représentants d'organisations régionales et internationales (Banque Africaine de Développement, Banque Mondiale, CEDEAO, Communauté des pays de langue portugaise (CPLP) et Organisation Internationale de la Francophonie (OIF).

L'UNOWA dont la présence n'a finalement pas pu être assurée, a envoyé la contribution de sa représentante au groupe de travail. L'USAID (Direction régionale Afrique de l'Ouest) avait manifesté sa volonté de se joindre à la réunion et s'est excusée de n'avoir pu le faire en définitive.

Les travaux ont permis de faire le point sur les pays en situation post-conflit en Afrique de l'Ouest, à travers des communications associant l'expérience et l'expertise.

Trois catégories de pays ont été abordées et ont fait l'objet de discussions approfondies :

- **Pays en stabilisation post conflit** (Guinée Bissau, Liberia et Sierra Leone)
- **Pays dont le processus de sortie de crise connaît des blocages** (Côte d'Ivoire et Casamance au Sénégal).
- **Pays exposés à un risque de réversibilité de conflits** (rébellions touareg) déjà résolus (Mali et Niger).

Les discussions ont mis en évidence **l'importance centrale de l'État** dans tous ces contextes et le grand défi que constitue sa fragilité structurelle, sociale et politique.

L'action post-conflit compte ainsi parmi ses premières priorités, **la reconstruction politique** qui passe par la construction d'un État de droit enraciné dans une légitimité sociale et servie par une efficacité fondée sur les valeurs démocratiques de justice, de transparence et d'équité.

Les travaux ont mis en évidence le fait que **la reconstruction politique doit servir, en Afrique de l'Ouest la reconstruction économique**, qui elle-même ne peut se faire sans une implication réelle du secteur privé national souvent affaibli voire anéanti par les crises armées.

L'implication des agences et organisations internationales de coopération et d'appui au développement ne peut se faire avec une efficacité durable sans une forte imprégnation non seulement des risques mais aussi des contraintes concrètes des contextes post crise dans les pays de la région.

Le Groupe régional de travail s'est aussi constitué comme un cadre de dialogue entre les acteurs externes, dont les agences et organisations internationales (ACDI, AFD, Banque mondiale, CPLP GTZ, OIF, PNUD, UNOWA) et les acteurs internes (États, société civile, organisations régionales telles que la CEDEAO et la BAD).

La réunion de Praia a matérialisé pendant ses deux journées cette vocation du Groupe régional de travail à travers des échanges féconds entre ces acteurs internes et externes pour une approche concertée et cohérente du post-conflit en Afrique de l'Ouest.

Chacune des agences et organisations régionales ou internationales présentes a rendu compte de son implication, son approche et ses actions dans les pays concernés abordés et contribué à enrichir par ailleurs le débat sur les orientations du Groupe régional de travail.

2. Éléments de conclusions de la rencontre et Perspectives de travail

2-1 Concernant la CEDEAO

Le Groupe de travail a décidé de se structurer dans une proximité avec la CEDEAO dont le rôle dans la région doit aussi se matérialiser en matière de post-conflit. La réunion a posé la nécessité de :

- Capitaliser sur l'expérience de la CEDEAO, de s'appuyer sur les instruments et mécanismes fondamentaux existants au niveau de la sous-région.
- Contribuer au développement d'une stratégie de reconstruction post-conflit de la CEDEAO enracinée dans les réalités sociopolitiques, socio-économiques et socioculturelles de la région.

2-2 Concernant le DDR et le post-conflit

La réunion a permis de faire le point sur :

- Les obstacles à la mise en œuvre du DDR et les perspectives post-crise en Casamance (au Sénégal) et en Côte d'Ivoire ;
- La situation post-DDR, les défis de réformes du secteur de la sécurité et l'impact de la crise sur le secteur privé en Guinée Bissau ;
- La situation post-conflit au Liberia et en Sierra Leone et les défis en matière de reconstruction socioculturelle, politique et économique ;

- Les risques de réversibilité des crises touareg au Mali et au Niger, et l'état des politiques envisagées pour y remédier.

2-3 Concernant le développement d'une approche régionale

La réunion a validé les conclusions de l'Atelier d'Abidjan concernant l'approche régionale en matière de post-conflit et de reconstruction ; elle a insisté sur la nécessité de relever de manière coordonnée les défis que constituent :

- Le phénomène des enfants-soldats dans une région où 45% de la population a moins de 15 ans ;
- La prolifération et la circulation illégale et criminelle des armes légères et de petit calibre (estimées à 8 millions en Afrique de l'Ouest et dont la moitié n'est pas détenue par des forces publiques).

2-4 Concernant le statut, le rôle et les actions du Groupe régional de travail

- Les participants ont adopté la proposition de la CEDEAO **de rendre le groupe de travail permanent** et d'articuler ses activités à sa stratégie de prévention des conflits, d'appui aux dynamiques de sortie de crise, et de reconstruction post-conflit ;
- Le groupe devra **contribuer au renforcement et à la coordination d'une expertise pluridisciplinaire sur le post-conflit** mise au service du développement en Afrique de l'Ouest ;
- Il se **penchera sur les facteurs de blocage des processus de sortie de crise** en Côte d'Ivoire et en Casamance (Sénégal) ;
- Il **constituera un cadre de facilitation et de développement du dialogue** entre les agences de développement et les acteurs de la région impliqués dans le post-conflit en Afrique de l'Ouest. Les agences et organisations internationales représentées ont adhéré à cette formule ;
- **Le CSAO coordonnateur du Groupe est chargé de piloter un comité restreint ad hoc** destiné à finaliser les contenus de sa mission et son programme de travail dont la réunion a livré les principaux axes sur la base des discussions du texte introductif.